

Canada - United States  
Inter-Parliamentary Group  
Canadian Section



Groupe interparlementaire  
Canada - États-Unis  
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la 64e Assemblée annuelle du  
“Council of State Governments-WEST”  
Groupe interparlementaire Canada-États-Unis  
Honolulu, Hawaii, États-Unis d’Amérique  
du 30 juillet au 2 août 2011**

# Rapport

## MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ET PERSONNEL

Du 30 juillet au 2 août 2011, l'honorable Judy Sgro, C.P., et M. James Rajotte, député d'Edmonton-Leduc, vice-présidents de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), ont dirigé une délégation à la 64<sup>e</sup> Assemblée annuelle du Council of State Governments – WEST (CSG-WEST) à Honolulu, Hawaii. Faisaient également partie de la délégation l'honorable Pierre de Bané, C.P., c.r., sénateur du Québec, et M. Terrence Young, député d'Oakville. Accompagnaient la délégation, la secrétaire exécutive de la Section canadienne, M<sup>me</sup> Angela Crandall, et sa conseillère principale, M<sup>me</sup> June Dewetering.

## LA RENCONTRE

Fondé il y a 61 ans, le CSG-WEST est un organisme non partisan comprenant les 13 États de l'Ouest des États-Unis (voir l'annexe). La Colombie-Britannique et l'Alberta en sont membres associés. L'organisme se réunit chaque année. Jusqu'à maintenant, les réunions ont eu lieu aux États-Unis. En 2012, pour la première fois de son histoire, le CSG-WEST tiendra sa réunion annuelle hors des États-Unis, c'est-à-dire à Edmonton (Alberta).

Le CSG-WEST a sept comités, ainsi que WESTRENDS, l'Association législative de l'Ouest, la Conférence législative des frontières et le Conseil législatif sur la gouvernance de l'eau. Les sept comités sont les suivants :

- Éducation
- Énergie et terres publiques
- Affaires fiscales
- L'avenir des assemblées législatives de l'Ouest
- Commerce international
- Eau et environnement
- Développement économique de l'Ouest.

## OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR L'ÉVÉNEMENT

Le Canada et les 13 États américains représentés dans le CSG-WEST entretiennent une relation mutuellement bénéfique. D'après la statistique récente, plus de 1,8 million d'emplois de ces États reposent sur le commerce canado-américain. De plus, le commerce annuel bilatéral des marchandises entre le Canada et ces 13 États a été récemment évalué à un peu moins de 67,4 milliards de dollars USD : les exportations de ces 13 États au Canada s'établissent à près de 23,4 milliards de dollars USD, tandis que leurs importations du Canada dépassaient 44 milliards de dollars USD. De plus, au cours d'une période récente de 12 mois, les Canadiens ont fait près de 7,4 millions de visites dans les États du CSG-WEST et dépensé un peu moins de 4,1 milliards de

dollars USD, tandis que les résidents de ces États ont fait près de 2,9 millions de visites au Canada et dépensé ici un peu moins de 1,4 milliard de dollars USD.

Grâce à l'interaction avec les législateurs des États, les membres de la Section canadienne du GIP peuvent plus facilement trouver des points de convergence dans les politiques nationales respectives, amorcer le dialogue sur les points de divergence et favoriser les échanges d'information et promouvoir une meilleure compréhension des questions préoccupantes communes. De plus, les rencontres avec les législateurs des États offrent aux membres de la Section canadienne un moyen important de communiquer leurs opinions et de réunir de l'information sur les questions qui, au niveau de chaque État, ont des incidences sur le Canada.

## **ACTIVITÉS**

Lors de l'Assemblée annuelle de 2011, les sept comités se sont réunis, tout comme WESTRENDS et l'Assemblée annuelle de la formation législative (Annual Legislative Training Assembly); il y a eu aussi diverses séances plénières et un forum sur la santé.

Voici les thèmes des sept séances plénières :

- les clés de la communication politique : attitude sympathique et narration;
- les secrets du leadership motivateur : ce que les législateurs doivent savoir;
- la coopération économique Asie-Pacifique : défis, tendances et perspectives pour les États de l'Ouest des É.-U.;
- Tweet ou pas Tweet;
- la flotte américaine du Pacifique : sécurité, état de préparation et force;
- de la nation aux États : éclairages sur la politique américaine pour le XXI<sup>e</sup> siècle;
- le prochain 100 millions : les États-Unis en 2050.

De plus, divers comités du CSG-WEST se sont réunis :

- Éducation;
- Énergie et terres publiques;
- Affaires fiscales;
- L'avenir des législatures de l'Ouest;
- Commerce international;
- Eau et environnement;
- Développement économique de l'Ouest.

Nous résumons au présent rapport les discussions qui ont eu lieu dans le cadre des plénières et dans certaines séances de comités.

## **LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ASIE-PACIFIQUE : DÉFIS, TENDANCES ET PERSPECTIVES POUR LES ÉTATS DE L'OUEST DES É.-U.**

**Charles Morrison, *East-West Center***

- les pays de l'Asie-Pacifique font face à un certain nombre d'enjeux, notamment le commerce et l'énergie;
- c'est une région commerçante et le commerce est un volet important de son développement économique; les exportations se traduisent par des emplois;
- trois sphères sont à considérer :
  - l'Asie;
  - le commerce mondial;
  - les relations États-Unis-Asie;
- les pays d'Asie sont très peuplés et leurs populations augmentent et vieillissent rapidement et de plus, elles sont de plus en plus scolarisées; ces pays connaissent des pressions concernant leurs ressources, des défis en matière de santé et des difficultés constantes en matière de politique et de relations internationales;
- la Chine est un des grands responsables des émissions de carbone et celles-ci continueront d'augmenter, selon les prévisionnistes;
- dans les pays d'Asie, la consommation de viande augmente au fil de la croissance économique; de plus, la population animale augmente, ce qui entraîne des problèmes en matière de maladies, notamment en ce qui touche la transmission de l'animal à l'homme;
- en termes de commerce mondial, certains problèmes « intrafrontaliers » sont importants, notamment les droits de propriété intellectuelle, la réglementation et diverses normes;
- ces dernières années, on a observé un éloignement des ententes commerciales globales au profit des accords commerciaux bilatéraux;
- les réseaux internationaux de production sont en croissance;
- aux États-Unis, on observe une certaine opposition à la libéralisation des échanges, ainsi que des efforts pour lier le commerce à d'autres problèmes, par exemple les droits de la personne et l'environnement;
- il existe de grands déséquilibres commerciaux entre les États-Unis et les pays asiatiques; de plus, on observe des différences dans les règles et les systèmes d'échange, notamment en ce qui a trait aux mesures d'exécution et aux façons de percevoir le commerce;
- la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique (APEC) fixe les normes et applique les règles commerciales; même si l'organisme ne négocie pas des accords, il a une influence sur les tribunes de négociation, par exemple l'Organisation mondiale du commerce et le Partenariat transpacifique.

### **Kang Wu, *East-West Center***

- le pétrole n'est qu'un volet de la demande énergétique;

- la demande énergétique subit l'influence de la situation économique du pays;
- la Chine est le principal pays asiatique à l'origine de la croissance de la demande en pétrole;
- les prix du pétrole fluctuent en dents de scie;
- à l'échelle mondiale, on observe une forte dépendance du pétrole, et ensuite, du charbon et du gaz naturel;
- les énergies provenant des combustibles non fossiles et commercialement rentables interviennent pour 12 p. 100 de l'utilisation d'énergie primaire à l'échelle mondiale;
- les défis énergétiques que doivent relever les nations des pays asiatiques sont notamment :
  - une dépendance relativement forte du charbon;
  - une dépendance relativement faible du gaz naturel;
  - des sources rentables limitées d'énergie provenant de combustibles non fossiles;
- les réserves de pétrole sont inégalement distribuées de par le monde;
- le Moyen-Orient élargi domine les approvisionnements pétroliers asiatiques;
- parmi les membres de l'APEC, du point de vue de l'énergie :
  - la Chine et les États-Unis sont les plus grands pays consommateurs et importateurs;
  - la Russie, le Canada, l'Australie et le Mexique sont les plus grandes économies productrices et exportatrices;
  - l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam, le Pérou, le Brunei, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Thaïlande sont des économies productrices et exportatrices de petites à moyennes;
  - les autres pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, le Japon, la Corée et la Nouvelle-Zélande, sont des économies exportatrices et importatrices;
- une amélioration de la sécurité énergétique chez les membres de l'APEC exigera ce qui suit :
  - étendre et diversifier les approvisionnements en énergie;
  - promouvoir la conservation de l'énergie et une plus grande efficacité énergétique;
  - promouvoir des marchés énergétiques ouverts et efficaces;
  - promouvoir l'utilisation des énergies non polluantes et les innovations technologiques;

- pour l'avenir, l'utilisation des combustibles fossiles diminuera pour des raisons techniques, économiques et environnementales;
- la Chine est « sur la voie » d'une expansion massive de ses programmes d'énergie nucléaire, mais dans le cadre de mesures de sécurité plus rigoureuses.

**Christopher McNally, *East-West Center* et *Université d'Hawaii-Hilo***

- la Chine s'est repositionnée comme puissance économique mondiale, à l'origine du sino-capitalisme, système capitaliste aux ramifications déjà mondiales, mais différent sous nombre d'aspects du capitalisme anglo-américain;
- avec la montée du sino-capitalisme, c'est la première fois depuis 1850 qu'un système capitaliste mondial connaît la montée rapide d'une puissance capitaliste d'envergure continentale aux caractéristiques différentes de celles du capitalisme anglo-américain;
- le sino-capitalisme :
  - repose sur des réseaux d'affaires officieux plutôt que sur des codes juridiques et des règles transparentes;
  - attribue à l'État chinois un rôle de premier plan pour stimuler et sauvegarder l'accumulation capitaliste;
  - est hautement entrepreneurial;
  - se compose de petites et moyennes entreprises souples et ont les ramifications mondiales;
  - possède des valeurs et des perspectives internationales différentes de celles du capitalisme anglo-américain, en attachant moins d'importance aux normes et aux règles juridiques et privilégiant davantage les relations interpersonnelles fondées sur la réciprocité, la confiance et l'empathie entre les personnes;
- la croissance économique rapide de la Chine s'est produite à une époque hautement mondialisée;
- dans une certaine mesure, l'intense concurrence internationale en matière de commerce et d'investissement a conditionné les politiques chinoises;
- on dépend de plus en plus de la Chine en tant que moteur de la croissance économique mondiale;
- depuis 2000, la Chine et les États-Unis ont créé une relation symbiotique qui profite aux deux pays; cela dit, le « mariage » Chine-É.-U. fondé sur des intérêts économiques touche peut-être à sa fin;
- depuis la fin de la Guerre froide, les puissances de la planète ont généralement admis qu'il était sage de laisser les forces de la concurrence façonner les résultats économiques et le monde a observé l'émergence de puissantes économies capitalistes étatiques qui, en offrant des incitatifs gouvernementaux, peuvent décider de la création d'industries totalement nouvelles;

- les tensions dans les relations Chine-É.-U. augmentent sur divers fronts depuis la crise financière mondiale de 2008.

## **COMITÉ DU COMMERCE INTERNATIONAL**

### **Suresh Kumar, *Département du Commerce des É.-U.***

- le monde est vaste et les perspectives qu'il offre sont à l'avenant; dans ce contexte, il est important d'être à l'affût des occasions, de faire un choix et ensuite, d'aller de l'avant;
- le président Obama s'est engagé à œuvrer avec les États américains pour faire en sorte que l'économie des É.-U. fonctionne à nouveau à « pleins gaz »; même si la relance économique est en cours, il faut faire encore plus;
- les grandes priorités du gouvernement Obama sont l'innovation, l'éducation et la commercialisation, qui rendent compte des approches concurrentielles axées sur les marchés;
- l'un des catalyseurs susceptibles de servir la compétitivité des É.-U. est l'initiative nationale d'exportation (NEI) annoncée en mars 2010 par le président Obama et dont l'objet est de doubler les exportations américaines en cinq ans; le respect des accords commerciaux actuels sera maintenu, les nouvelles entreprises bénéficieront d'une aide dans leurs efforts d'exportation et on aidera les exportateurs actuels à exporter davantage;
- le pays veut augmenter son empreinte mondiale pour atteindre davantage de consommateurs, exporter plus et pénétrer de nouveaux marchés;
- 58 p. 100 des exportateurs américains n'exportent que vers un seul marché; par conséquent, il est nécessaire que les exportateurs procèdent à une diversification de leurs marchés et le département du Commerce des É.-U. aidera certaines petites et moyennes entreprises (PME) à surmonter les obstacles à l'exportation;
- en plus de la NEI, la conférence de l'APEC de novembre 2011, le Partenariat transpacifique, les traités bilatéraux avec des pays comme la Corée du Sud, la Colombie et Panama, et l'initiative Pacifique Bridge avec Hong Kong viennent appuyer l'objectif américain en matière d'exportation;
- les États-Unis ont besoin de se tourner vers l'extérieur pour innover, éduquer et construire le monde;
- il y a situation où tout le monde gagne lorsque le contact est établi entre les exportateurs américains et les importateurs de par le monde;
- 95 p. 100 des consommateurs du monde vivent à l'extérieur des États-Unis;
- les États-Unis sont à leur meilleur lorsqu'ils inventent et doivent innover pour construire et « prendre » les marchés de demain; pour être le gagnant de l'avenir, les États-Unis devront se concentrer sur leur capacité d'invention;
- l'innovation est le fondement d'une compétitivité durable au XXI<sup>e</sup> siècle;

- les politiques commerciales mondiales doivent protéger les droits de propriété intellectuelle et favoriser l'innovation.

**Mark Calhoun, *Département du Commerce de l'État de Washington***

- les économies des États américains seront de plus en plus mondialisées, sur le plan des marchés et de la concurrence;
- programmes de promotion des exportations des États :
  - travailler étroitement avec les gouvernements locaux à l'échelle de l'État;
  - se concentrer sur les priorités et le contexte locaux;
  - fournir de la formation et un renforcement des capacités au niveau local;
  - faire le marketing de l'État et de ses régions;
  - tirer profit des ressources non étatiques et faciliter les partenariats;
- les étudiants étrangers peuvent être un aspect important pour atteindre les objectifs d'exportation;
- l'un des volets importants des exportations est le financement.

**Brooks Ohlson, *Northern California Regional Center for International Trade Development***

- la NEI indique la voie que doivent suivre les États-Unis;
- il est essentiel que les produits américains soient commercialisés à l'étranger;
- il se peut que les PME :
  - n'aient pas les connaissances requises en matière d'exportation et de perspectives d'exportation;
  - ne soient pas prêtes à exporter;
  - ne comprennent pas les enjeux liés à l'expédition et à la logistique;
- les foires et missions commerciales sont des atouts importants pour être vu des acheteurs, particulièrement si l'entreprise fait partie d'une branche particulière d'activité;
- il est important que les entreprises sachent comment établir le prix de leurs produits et être concurrentielles sur les marchés étrangers.

**Sasha Sutcliffe-Stephenson, *Council of State Governments***

- au niveau étatique, il existe toute une gamme d'organismes de développement international; de plus, le volet subventions du programme de promotion du commerce et des exportations des États (State Trade and Export Promotion) offre aux États des subventions pour faciliter les exportations;
- les États créent de l'emploi et stimulent les petites entreprises par des conseils, l'identification des marchés étrangers, des services subventionnés, notamment des missions commerciales, etc.;

- les exportations sont la voie vers une véritable relance économique et, avec la NEI, c'est la première fois que l'Administration accorde autant de priorité aux exportations; cela dit, l'objectif de la NEI est de doubler les exportations dans les cinq ans, mais cet objectif est entravé par le fait que l'on prévoit une croissance plus lente des marchés étrangers vers lesquels exportent les entreprises américaines;
- les accords de libre-échange sont bons pour les PME;
- les accords de libre-échange positionnent les États-Unis pour leur permettre de soutenir la concurrence dans l'économie mondiale.

## **LA FLOTTE AMÉRICAINE DU PACIFIQUE : SÉCURITÉ, ÉTAT DE PRÉPARATION ET FORCE**

### **Patrick Walsh, U.S. Navy (*Marine américaine*)**

- nous vivons dans un monde interconnecté;
- les économies, les armées et les populations les plus grandes et qui connaissent la croissance la plus rapide, se situent dans la région du Pacifique;
- la surface terrestre se compose à 30 p. 100 de terre et à 70 p. 100 d'eau;
- s'il existe ce qu'on appellerait un axe stratégique de pivotement, il se situerait probablement dans la mer de Chine méridionale;
- la géographie peut à la fois faciliter et entraver le mouvement des personnes et des marchandises;
- le fossé historique entre l'Ouest et le « **reste** » se rétrécit;
- le « miracle économique » asiatique est devenu possible en raison de la mondialisation;
- le déplacement des équilibres militaires et économiques crée des risques et des défis;
- la Marine américaine doit disposer d'une flotte prête et résistante maintenant et pour l'avenir.

## **COMITÉ DES AFFAIRES FISCALES**

### **Chris Whatley, Council of State Governments**

- l'entente conclue concernant le plafonnement de la dette américaine :
  - permet au Président de relever le plafond de la dette d'au moins 2,1 billions de dollars et jusqu'à 2,4 billions de dollars par une hausse initiale de 900 milliards de dollars, suivie par une seconde hausse de 1,2 à 1,5 billion de dollars, dans l'attente d'interventions concernant les nouvelles mesures en matière de réduction et / ou de revenu;
  - compense le seuil d'endettement augmentation initiale par des réductions de 917 milliards de dollars sur 10 ans en fixant pour le budget fédéral des plafonnements imposant des diminutions approximativement égales des

dépenses de 90 milliards de dollars à 100 milliards de dollars par an entre les dépenses de sécurité – notamment la défense, la sécurité intérieure, les affaires étrangères, etc. – et les dépenses discrétionnaires autres que de sécurité;

- porte création du Joint Select Committee on Deficit Reduction (comité mixte spécial sur la réduction du déficit), dont le mandat est de recommander des mesures supplémentaires de réduction et/ou de recettes d'au moins 1,2 billion de dollars, notamment des modifications aux dépenses obligatoires pour l'assurance-maladie, le Medicaid et la sécurité sociale;
  - « prépare la scène » pour un vote sur une modification visant un budget équilibré d'ici la fin de 2011;
- si le Congrès des É.-U. ne donne pas suite aux recommandations formulées par le Joint Select Committee, les réductions seront automatiquement appliquées dès 2013 par séquestrations, ce qui entraînerait automatiquement une réduction de 1,2 billion de dollars dans les dépenses de sécurité et les dépenses discrétionnaires autres que de sécurité sur un horizon de neuf ans, donnant en moyenne des réductions de 133 milliards de dollars par an;
  - les réductions dans l'assurance-maladie seront limitées à 2 p. 100, appliquées aux fournisseurs et non aux bénéficiaires;
  - pour la majorité, les programmes d'aide aux pauvres, notamment le Medicaid, le programme supplémentaire d'aide alimentaire et l'assurance-emploi, seront exemptés de la séquestration;
  - le Président peut demander une hausse supplémentaire du seuil d'endettement si cette hausse est compensée par des réductions ou des séquestrations alternativement si une modification relative à un budget équilibré est adoptée par le Congrès, mais un vote des deux tiers des deux chambres du Congrès peut l'empêcher de formuler une demande en ce sens;
  - l'accord devait avoir des effets immédiats sur les finances des États; on ne connaît pas encore les réductions que le Congrès imposera aux subventions d'aide en 2012 et au-delà;
  - le Joint Select Committee devrait formuler des propositions portant sur une diminution d'au moins 100 milliards de dollars du Medicaid au cours de la prochaine décennie;
  - même si les budgets des agences intérieures sont réduits d'un faible pourcentage, cela entraînera des diminutions accusées dans les fonds des États; ainsi, les crédits proposés pour l'exercice 2012 à l'intention du Department of Homeland Security (département de la Sécurité intérieure) portent une réduction des dépenses de 2,5 p. 100 par rapport au niveau de 2011, mais entraîneront une baisse de 57 p. 100 des subventions aux États;
  - pour la plus grande partie, les réductions des dépenses autres que de sécurité apportées par le Joint Select Committee ou appliquées par séquestration

interviendront probablement au moyen de réductions des subventions étatiques et locales d'assistance.

**Scott Pattison, *National Association of State Budget Directors***

- pour les États américains, la préparation du budget est devenue une activité s'échelonnant sur l'ensemble de l'année;
- les perspectives financières des États sont les suivantes :
  - augmentation des revenus dans la majorité des États;
  - pressions en matière de dépenses, notamment pour les soins de santé;
  - réforme des soins de santé;
  - financement fédéral limité;
  - restructuration importante dans certains États;
- les fonds versés aux États dans le cadre du plan de relance ARRA (*American Recovery and Reinvestment Act of 2009*) touchent à leur fin;
- en moyenne, près de 35 p. 100 des fonds des États proviennent du gouvernement fédéral;
- les États-Unis ont connu, pendant huit trimestres consécutifs, une croissance plutôt terne;
- les forclusions sont particulièrement élevées en Californie, au Nevada et en Arizona;
- le taux de chômage demeure élevé;
- certains États ont, pour leurs fonctionnaires, adopté des régimes de congés d'ancienneté, de retraite anticipée et de réduction des salaires et avantages sociaux, etc.; de plus, il y a eu des mises à pied;
- les dépenses des États ne sont pas revenues à leurs maximums antérieurs à la crise économique et financière mondiale qui a commencé en 2008; de la même façon, les recettes demeurent inférieures aux niveaux atteints avant la récession;
- divers États ont réduit leurs dépenses dans des domaines comme l'enseignement, l'assistance publique, le Medicaid, les services correctionnels et les transports;
- les niveaux d'endettement des États américains demeurent faibles comparativement aux pays avancés du Groupe des 20;
- environ 20 États n'ont rien dans leurs « bas de laine »;
- pour l'avenir, les États pourraient envisager les mesures suivantes :
  - veiller à une saine gestion financière;
  - poser des questions en matière de rendement;
  - demander des données concernant les résultats;

- utiliser les renseignements sur le rendement pour justifier les modifications de programmes;
- dans le proche avenir, les budgets des États pourraient avoir à surmonter des défis d'importance, notamment :
  - des exigences de dépenses;
  - une croissance limitée des recettes;
  - des pressions sur les coûts des soins de santé;
  - la disparition progressive des fonds ARRA;
  - la nécessité de régler le passif à long terme;
  - affaires devant les tribunaux/mandats fédéraux.

### **Jason Frierson, *Assemblée du Nevada***

- le Nevada éprouve toute une gamme de problèmes; du point de vue national, il dépasse tous les autres États aux titres suivants :
  - le taux de forclusion, soit une propriété sur 93 en forclusion;
  - le taux de chômage, à 12,5 p. 100;
  - le taux de résidences « en dehors du cours », soit 65 p. 100;
- il est de l'intérêt de tous d'éviter un nombre plus grand de forclusions;
- les prêteurs transmettent les frais aux propriétaires de maisons;
- des sanctions s'imposent pour garantir l'observation.

### **Robert Herkes, *Chambre des représentants d'Hawaii***

- dans certains cas, les propriétaires de maisons sont « poussés » dans un contexte de forclusion tandis qu'une modification du prêt aurait été un choix plus adéquat;
- il y a des cas où les prêteurs abusent énormément des propriétaires de maisons.

## **DU PAYS AUX ÉTATS : DONNÉES SUR LA POLITIQUE AMÉRICAINE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE**

### **Candy Crowley, *CNN***

- les politiques sont par eux-mêmes un microcosme de société où les gens croient en ce qu'ils font;
- le discours civil est entravé par divers faits nouveaux, par exemple :
  - la rapidité des communications – les nouvelles 24 heures par jour, les blogues, tweets, etc., qui ne laissent aucun temps pour réfléchir et des choses qui deviennent des urgences et qui, vraiment, exigeraient réflexion;

- l'Internet – avec l'anonymat, les personnes peuvent être relativement plus caustiques et, de plus, le média n'est pas étranger à cet aspect fielleux;
- actuellement, on peut faire en sorte que quelque chose qui se produit à un échelon microscopique survient de façon « fracassante »; l'un des exemples du phénomène est le cas de Casey Anthony;
- tant de renseignements circulent sur l'Internet, et les gens tendent à croire ce qu'ils lisent;
- les électeurs de même optique élisent des candidats de même optique à Washington, ce qui contribue à l'incapacité de saisir d'autres points de vue;
- l'accord conclu à Washington concernant le plafonnement de la dette fédéral affectera les États, car ceux-ci recevront moins de fonds du gouvernement fédéral;
- puisque l'accord sur le plafonnement de la dette est relativement axé sur une réduction des dépenses plutôt qu'une augmentation des recettes, cela indique le pouvoir du mouvement Tea Party;
- lorsque le Congrès connaît des problèmes de fonctionnement, les titulaires tendent à en souffrir;
- certains partisans libéraux du président Obama estiment qu'il donne trop et trop tôt;
- en 2008, la population des États-Unis était prête pour quelqu'un qui avait les mêmes « espoirs » et les mêmes « rêves » qu'elle; par conséquent, le candidat Obama, qui était une source d'inspiration et l'est encore, a été préféré au candidat Clinton, qui était et demeure « habile »;
- certaines personnes ont encore un lien affectif avec le président Obama;
- les présidents en exercice peuvent réunir énormément d'argent et l'argent pèse lourd;
- le président Obama peut être « battu » sur de nombreux plans;
- les Démocrates comptent sur trois groupes pour reprendre la faveur populaire :
  - les électeurs d'origine hispanique;
  - les électeurs de 18 à 21 ans;
  - les électeurs lesbiennes, les gais, les bisexuels et les transsexuels;
- depuis trois ans que M. Obama a été élu président, 57 p. 100 des répondants à un sondage rejettent sur l'ancien président Bush l'actuel « gâchis » économique aux États-Unis;
- en grande partie, l'élection de 2012 portera sur les emplois.

## **COMITÉ DE L'ÉDUCATION**

**John Barry, *Aurora Public Schools (écoles publiques Aurora)***

- tout enfant a le droit d'apprendre;
- les étudiants doivent être les partenaires du changement, car celui qui a le choix prend la responsabilité et, s'il prend la responsabilité, il est motivé, même s'il est très jeune;
- les études « universitaires » doivent être harmonisées au développement économique; les personnes du domaine de l'enseignement doivent savoir ce que veulent les employeurs, ce dont ils ont besoin, et ensuite, former des étudiants possédant les compétences voulues;
- l'enseignement virtuel est puissant et permet le transfert de l'information entre institutions, collectivités et États.

**David Conley, Université de l'Oregon, Center for Educational Policy Research et Educational Policy Improvement Center**

- l'état de préparation comporte quatre dimensions :
  - le travail – répondre aux attentes de base concernant le comportement et la conduite au travail;
  - l'emploi – posséder les connaissances particulières nécessaires pour commencer un poste de niveau débutant;
  - la carrière – posséder des connaissances et compétences de base suffisantes, ainsi que les stratégies générales d'apprentissage requises pour amener les étudiants sur un cheminement de carrière;
  - le collègue – est prêt dans les quatre dimensions de l'état de préparation collégiale nécessaires pour réussir une scolarité générale de niveau débutant;
- l'état de préparation au collège et à la carrière peut être défini sur le plan de la réussite – sans recours – dans les cours généraux crédités ou un programme de certificat de deux ans; en bref, la réussite se définit comme la capacité de pouvoir entrer et fonctionner avec succès dans le programme choisi;
- concernant le collègue et l'état de préparation à la carrière, il existe quatre éléments clés qui, maîtrisés, sont une preuve de succès :
  - connaissance du contenu clé – termes et terminologies essentiels, renseignements factuels, liens entre les idées, concepts structurants;
  - stratégies cognitives clés – formulation des problèmes, recherche, interprétation et communication, établissant la capacité à dresser des hypothèses, à établir des stratégies et à identifier, recueillir, analyser, évaluer, organiser et construire;
  - compétences et techniques d'apprentissage clés – gestion du temps, techniques d'apprentissage, conservation de l'information factuelle, établissement des objectifs, conscience de soi, persistance, apprentissage coopératif et prise en charge de l'apprentissage;

- connaissances et techniques clés de transition – exigences d’admission; types de collègues et missions, cheminements de carrière, moyens financiers pour fréquenter un collège, culture du collège, rapport avec les enseignants et questions sociales et identité pour faire la transition;
- il existe deux états d’esprit :
  - l’intelligence est statique – avec cet état d’esprit fixe, les étudiants évitent les défis, abandonnent facilement, considèrent que les efforts ne donnent rien, ignorent la rétroaction et sont menacés par la réussite des autres; par conséquent, ils plafonnent rapidement et réalisent moins que leur véritable potentiel;
  - l’intelligence peut se développer – avec cet état d’esprit axé sur la croissance, les étudiants adoptent des défis, persistent malgré les obstacles, considèrent que l’effort est nécessaire, apprennent de la rétroaction et sont inspirés par le succès des autres; par conséquent, ils atteignent des niveaux plus élevés;
- les écoles secondaires tendent à traiter tous les apprenants comme des « néophytes » et insistent sur l’apprentissage selon des procédures; même si le contenu est peut-être nouveau, les stratégies d’apprentissage sont les mêmes et le résultat est que les étudiants n’acquièrent pas une grande compétence en tant qu’apprenants en général ou que penseurs dans tel ou tel domaine particulier;
- lorsque les apprenants sont traités comme des néophytes, s’ils arrivent au collège et au travail en ne comprenant que peu la façon dont réfléchissent les « experts »; ils s’attendent à ce qu’on leur dise quoi faire et croient que suivre les instructions mène à un rendement entièrement satisfaisant, pour lequel ils devraient être récompensés;
- les étudiants doivent être aidés à passer du « néophyte » à l’apprenant « expert »;
- les apprenants néophytes :
  - tendent à se concentrer sur les connaissances discrètes considérées isolément;
  - raisonnent dans des contextes spécifiques en utilisant l’information acquise récemment;
  - connaissent des faits individuels sur des sujets;
  - sont relativement plus lents et plus circonspects;
  - acquièrent des renseignements sur des fragments de systèmes;
  - retiennent l’information par cœur;
- les apprenants experts :
  - sont relativement plus rapides et plus précis;
  - font le lien entre les connaissances antérieures et nouvelles;

- apprennent par l'exemple et l'analogie;
  - se créent des repères mentaux pour mieux se souvenir;
  - intègrent les éléments de connaissance dans les cadres des systèmes;
  - analysent les connaissances ou de nouveaux contextes et de nouvelles circonstances;
  - organisent les faits en « briques » pour mieux s'en souvenir et les appliquer;
  - ont recours à des techniques d'analyse pour appliquer les connaissances et choisir les procédures;
- les étudiants qui seraient les premiers de leur famille à suivre des études supérieures ont en commun certaines caractéristiques, c'est-à-dire :
    - il leur manque des connaissances contextuelles clés sur les perspectives au niveau de l'enseignement supérieur, les coûts, l'objet, les compétences requises et les valeurs et normes organisationnelles/culturelles;
    - il se peut qu'ils ne considèrent pas les études postsecondaires comme précieuses ou réalistes;
    - ils tendent à ne pas recourir aux ressources de soutien offertes;
    - ils peuvent souffrir du « syndrome de l'imposteur » et être plus susceptibles d'abandonner en cas de problèmes de rendement;
  - parmi les recommandations dont il faudrait tenir compte, mentionnons :
    - concevoir des systèmes de reddition de comptes pour ne pas mesurer uniquement les résultats des examens de connaissances sur le contenu en mathématiques et en anglais seulement;
    - accorder une attention particulière aux écoles où une forte proportion d'élèves inscrits au collège sont les premiers de leur famille à suivre des études postsecondaires;
    - adopter des systèmes de reddition de comptes plus complexes permettant de mesurer notamment : les aptitudes cognitives des étudiants; la gestion du temps, l'établissement d'objectifs, la persistance et « la prise en charge » de l'apprentissage par les étudiants; les connaissances qu'ont les étudiants des exigences du collège; les candidatures d'étudiants pour toutes les formes d'études postsecondaires, ainsi que les connaissances et les aptitudes des enseignants dans les domaines susmentionnés.

**Raymond Coward, *Université d'État de l'Utah***

- il est nécessaire que les réseaux d'écoles primaires, les écoles secondaires centralisées, les écoles privées et ceux qui suivent l'enseignement à domicile soient interreliés avec les collèges de technologie appliquée, les collèges communautaires, les établissements privés à programme de quatre ans, les institutions privées dispensant des certificats et les établissements privés à

programme de quatre ans; en bref, le système de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année doit être lié aux systèmes d'enseignement supérieur;

- pour préparer les étudiants à réussir au collège, il faut prendre des mesures concernant ce qui suit :
  - programmes d'études – doivent être plus rigoureux au niveau secondaire;
  - placements de perfectionnement – doivent être améliorés;
- même si établir des liens entre le système de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année et l'enseignement supérieur est une stratégie louable pour créer une transition plus transparente entre les niveaux d'enseignement, mettre en place ces liens n'est ni facile, ni simple;
- les étudiants doivent pouvoir faire la transition en toute transparence d'un niveau d'études au suivant.

#### **Karen Lee, *Hawaii P-20 Partnerships for Education***

- il faut « consolider » la filière afin que tous les étudiants, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, réussissent au collège et au niveau de la carrière;
- les emplois d'aujourd'hui exigent relativement plus de scolarité et de formation;
- ceux qui sont plus scolarisés sont plus susceptibles de pouvoir gagner un revenu permettant de faire vivre une famille;
- selon Ben Bernanke, président de la Federal Reserve (Réserve fédérale), aucune économie ne peut réussir sans une main-d'œuvre de qualité, particulièrement dans une époque de mondialisation et de mutation technique; il est essentiel d'avoir un système scolaire rentable pour former une meilleure main-d'œuvre; de plus, l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire et les efforts pour promouvoir l'apprentissage la vie durant sont à l'avantage autant des particuliers que de l'économie;
- pour veiller à ce que les enfants soient prêts, certaines mesures doivent être prises :
  - reconnaître le fait qu'augmenter le nombre de citoyens scolarisés profite à tous;
  - travailler en partenariat, dans l'ensemble des secteurs de l'enseignement, avec les gouvernements des États, les entreprises et les organismes communautaires;
  - fixer des normes élevées.

#### **Pam Goins, *Council of State Governments***

- dans la « promotion de 2010 » aux É.-U., 1,3 million d'étudiants ont décroché; si la moitié de ces derniers avaient obtenu leur diplôme, cela aurait donné les résultats suivants :
  - 7,6 milliards de dollars d'augmentation des gains;

- 5,6 milliards de dollars d'augmentation des dépenses;
- 2 milliards de dollars d'augmentation des investissements;
- 19 milliards de dollars d'augmentation des ventes de maisons;
- 741 millions de dollars d'augmentation des ventes de voitures;
- 9,6 milliards de dollars au niveau de la croissance économique grâce à 54 000 nouveaux emplois;
- 713 millions de dollars d'augmentation des recettes fiscales;
- terminer ses études secondaires n'entraîne pas automatiquement des études collégiales et/ou un état de préparation à la carrière;
- il existe aux États-Unis une crise nationale de l'enseignement; 30 p.100 n'obtiendront pas leur diplôme d'études secondaires et le tiers de ceux qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires ne sont pas prêts à suivre des études collégiales ou à faire carrière;
- les emplois de cols bleus ne sont plus là et les travailleurs ont besoin de compétences et d'attestations à cet égard;
- il existe un lien direct entre la scolarité et la croissance économique, ainsi qu'avec la prospérité;
- il faut surmonter les obstacles au niveau scolaire par les moyens suivants :
  - mettre en œuvre des normes d'études balisées à l'interne afin que les étudiants qui obtiennent leur diplôme soient préparés pour les études collégiales et la carrière;
  - créer des régimes efficaces de gouvernance de l'éducation à tous les paliers afin de permettre une transition transparente vers le collège;
  - créer des programmes pilotes permettant d'attribuer des subventions aux écoles au rendement insuffisant, afin de favoriser l'innovation;
  - apporter des améliorations à l'infrastructure technologique, notamment dans les régions rurales;
  - accroître le nombre de conseillers en orientation;
  - mettre en œuvre un système qui permettrait aux étudiants d'obtenir leur diplôme d'études secondaires s'ils font la preuve de leurs compétences;
  - offrir une aide financière aux enseignants pour leur permettre de retourner au collège et améliorer leurs compétences en enseignement;
  - créer dans les écoles secondaires des systèmes d'évaluation de l'état de préparation aux études supérieures;
  - créer des systèmes de données longitudinales de façon à disposer de données équitables, complètes et transparentes;

- la capacité, pour les collèges et universités publics, d'accorder des diplômes fondés sur les compétences;
- l'adoption d'un financement reposant sur le rendement et partiellement lié à la rétention scolaire et à l'obtention du diplôme/de l'accréditation;
- améliorer les programmes de formation des adultes afin de préparer les adultes les plus âgés hors normes à s'inscrire aux études postsecondaires;
- harmonisation des objectifs des études postsecondaires à ceux du développement économique afin que les étudiants s'orientent dans les domaines où des emplois existeront à la fin de leurs études;
- les obstacles financiers pourraient être surmontés par les moyens suivants :
  - créer des régimes plus exhaustifs d'épargne-études pour le niveau collégial;
  - créer des programmes étatiques de subventions pour une aide financière fondée sur les besoins;
  - créer un programme exhaustif de planification collégiale où des conseils sont offerts en matière d'aide financière;
  - investir dans des programmes permettant aux étudiants d'obtenir des crédits d'études postsecondaires tout en étant inscrits à l'école secondaire;
  - créer des programmes de renonciation aux frais de scolarité pour les étudiants qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires en moins de quatre ans;
  - accroître le nombre de conseillers scolaires;
  - investir dans des programmes Internet conviviaux;
  - adopter des ententes de réciprocité en matière de résidence;
  - mettre en vigueur la loi « Dream » (Development, Relief and Education for Alien Minors) (perfectionnement, dispense et éducation pour étrangers mineurs) à l'intention des résidents sans papiers;
  - imposer des limites aux inscriptions dans les universités vedettes;
  - augmenter les bourses d'études des États pour les districts où, historiquement, les taux de fréquentation au niveau postsecondaire sont faibles;
  - adopter et appliquer le principe de « vérité dans les prêts »;
  - mettre en application un programme d'exonération de remboursement des prêts;
  - établir des accords de transfert et d'« articulation » des programmes;

- offrir la possibilité aux établissements à programmes de quatre ans de condenser les programmes à diplôme;
- élargir et adopter des méthodes afin de réduire le coût des manuels scolaires;
- accorder une exonération des frais de scolarité à certaines populations spéciales;
- créer des crédits ou déductions d'impôt de l'État concernant les frais de scolarité;
- voici quelques moyens pour surmonter les obstacles sociaux :
  - adopter des mesures législatives favorisant ou exigeant la participation des parents;
  - exiger des écoles primaires de faire une surveillance des facteurs non scolaires;
  - favoriser le mentorat par les pairs dans les écoles publiques;
  - offrir du perfectionnement professionnel aux conseillers en orientation des deux niveaux du secondaire;
  - offrir des subventions aux écoles qui proposent des pratiques et programmes innovateurs;
  - exiger des établissements publics qu'ils adoptent une approche intégrée dans leurs efforts de rétention;
  - créer des systèmes de préalerte afin de suivre quotidiennement le rendement des étudiants;
  - inciter les établissements à créer des campus « invitants »;
  - préparer des programmes d'orientation à la carrière;
  - encourager les événements sociaux afin de faciliter l'interaction entre les étudiants.

## **COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'OUEST**

**James Rajotte, *Chambre des communes, Ottawa***

- l'Ouest canadien et les États du CSG-WEST, ainsi que les pays de la ceinture du Pacifique peuvent de diverses manières œuvrer dans le sens de leurs avantages communs;
- les économies de l'Ouest canadien, tout comme celles de nombre d'États du CSG-WEST, reposent sur les ressources; elles dépendent également du commerce dans une large mesure;
- selon une étude estimative, les États-Unis sont le principal partenaire commercial des provinces de l'Ouest canadien, intervenant pour environ 80 p. 100 du total des exportations de la région; cela dit, la dépendance des

ressources naturelles et d'un grand marché d'exportation est source de vulnérabilité;

- jusqu'à l'éclatement de la crise économique et financière mondiale en 2008, les provinces de l'Ouest canadien profitaient d'un prix élevé des marchandises de base et d'une forte demande intérieure et internationale; tout comme les autres, ces provinces ont été affectées par la crise, mais on observe une reprise;
- dans l'Ouest canadien, il existe des débouchés dans des domaines comme la fabrication, la construction industrielle et résidentielle, l'innovation scientifique et technologique et les services;
- pour atteindre leurs objectifs, les provinces de l'Ouest canadien bénéficient de l'aide du seul ministère fédéral dont le siège est dans l'Ouest du Canada, Développement économique de l'Ouest (DEO);
- créé en 1987, DEO a pour mandat de promouvoir la compétitivité économique à long terme de l'Ouest canadien et la qualité de vie de ses citoyens; ainsi, le ministère appuie la diversification des économies de l'Ouest canadien, ce qui est essentiel pour leur succès économique durable à long terme, et notamment par des initiatives touchant trois thèmes importants pour toutes les régions : innovation, développement des affaires et développement économique communautaire;
- l'un des grands objectifs de DEO est le développement et la diversification des économies de l'Ouest canadien, qu'il favorise par des subventions et contributions;
- DEO travaille avec tous les autres paliers de gouvernement, le secteur privé, les établissements universitaires, les centres de recherche et les organismes sans but lucratif;
- en ce qui a trait au renforcement du système d'innovation dans l'Ouest canadien, DEO appuie la création et la croissance de grappes fondées sur le savoir dans de nouveaux secteurs de l'économie; actuellement, le ministère favorise la croissance de grappes technologiques dans des secteurs comme les sciences de la vie, les technologies de l'information et des communications et d'autres techniques, notamment le synchrotron, les technologies environnementales, les technologies des composites et les nanotechnologies;
- au chapitre du développement des affaires et pour ce qui est de garantir un secteur commercial concurrentiel et en expansion dans l'Ouest canadien, DEO a identifié les États-Unis et l'Asie comme principaux partenaires internationaux; en plus de pouvoir participer au développement du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien, le Ministère appuie la recherche et les perspectives de commerce et d'investissement;
- en ce qui a trait au développement économique communautaire dans le but de garantir des collectivités rurales et urbaines viables dans l'Ouest canadien, DEO apporte son appui aux collectivités par des fonds pour les infrastructures, la

création et la conservation d'emplois et diverses autres mesures, notamment la recherche-développement;

- l'objectif de l'Ouest canadien est d'être un partenaire clé dans la région Asie-Pacifique, notamment en ce qui a trait au commerce et cet objectif est facilité par l'initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique, qui a été lancée en octobre 2006 et qui constitue un ensemble intégré de mesures d'investissement et de politiques axées sur le commerce avec la région de l'Asie-Pacifique; tout particulièrement, l'accent porte sur un réseau de transport servant les chaînes mondiales d'approvisionnement entre l'Amérique du Nord et l'Asie;
- cette initiative suppose des investissements dans les infrastructures stratégiques de l'ensemble de l'Ouest canadien, ainsi que des innovations, notamment une technologie de réseaux de transports intelligents afin d'améliorer le flux et la sécurité du trafic, et une fiabilité accrue des exportations canadiennes et nord-américaines; de plus, cela comprend un marketing ciblé aux États-Unis et en Asie, ainsi que des missions commerciales.

#### **Peter Ho, *Bank of Hawaii Corporation***

- l'APEC existe depuis la fin des années 1980 et regroupe les 21 plus grandes économies de la région de l'Asie-Pacifique; ces économies représentent environ la moitié de la population mondiale, plus de la moitié du produit intérieur brut de la planète et approximativement la moitié du commerce mondial;
- l'APEC se réunit annuellement pour débattre des relations commerciales et d'affaires;
- la région de l'Asie-Pacifique est la région du monde où la croissance est la plus rapide et où se produira la croissance de la prochaine génération;
- faute d'un soutien communautaire large, les choses fonctionnent moins bien qu'elles ne le pourraient.

#### **Chris Gibbons, *Business/Industry Affairs pour Littleton, Colorado***

- le « jardinage économique » est une approche entrepreneuriale au développement économique;
- le jardinage économique est une forme de développement économique :
  - où l'accent porte sur le fait de favoriser la croissance chez soi;
  - où on insiste sur les questions stratégiques, plutôt qu'opérationnelles;
  - où on a recours à des outils d'entreprise haut de gamme;
  - où on utilise des concepts évolués;
  - qui est relativement plus axé sur les entreprises à croissance émergente qui vendent à l'extérieur de la collectivité, que sur les entreprises locales ou en démarrage;
- le concept du jardinage économique a été créé à Littleton, Colorado, en 1987, dans le contexte d'une mise à pied de 7 000 employés chez Martin Marietta; sur

20 ans, le nombre d'emplois a doublé, passant de 15 000 à 30 000 et les recettes en taxe de vente sont passées de 6 millions de dollars à 21 millions de dollars, tous ces changements étant intervenus sans la moindre dépense d'argent en mesures incitatives;

- en travaillant avec l'approche du jardinage économique, les entreprises reçoivent :
  - une stratégie centrale;
  - une analyse du marché;
  - une cartographie des marchés;
  - du marketing Internet;
  - des listes de clients potentiels;
  - de l'information sur la concurrence;
  - des renseignements sur les tendances de l'industrie;
  - un positionnement d'équipe;
- les outils utilisés dans l'approche du jardinage économique comprennent ce qui suit :
  - recherche dans les bases de données;
  - systèmes d'information géographique;
  - optimisation des moteurs de recherche;
  - cartographie des réseaux;
  - mots-clés publicitaires et analyses dans Google;
  - postes d'écoute/clavardage avec les consommateurs;
- l'approche du jardinage économique est utilisée au Colorado, en Géorgie, en Indiana, en Arizona, en Louisiane, au Wyoming et au Michigan.

### **David Lassner, *Université d'Hawaii***

- les États-Unis traînent de l'arrière par rapport aux autres pays en ce qui a trait aux communications sur large bande, notamment en ce qui touche les trois principales mesures de la capacité de communication à large bande :
  - pénétration du service à large bande;
  - rapidité des technologies généralement disponibles;
  - prix par mégabit/seconde;
- l'une des infrastructures essentielles pour une économie d'innovation et une société du savoir au XXI<sup>e</sup> siècle est de disposer de services évolués à large bande;
- on estime qu'une augmentation de sept points de pourcentage de l'adoption des services à large bande aurait les résultats suivants :

- 92 milliards de dollars par la création ou la sauvegarde de 2,4 millions d'emplois;
  - 662 millions de dollars d'économie par an au niveau des coûts des soins de santé;
  - 6,4 milliards de dollars par an d'économie au niveau des déplacements;
  - 18 millions de dollars de crédits carbone associés à une baisse de 3,2 milliards de livres des émissions d'anhydride carbonique par an;
  - 35,2 milliards de dollars de valeur découlant de 3,8 milliards d'heures supplémentaires économisées par année en disposant du service à large bande à domicile;
- le service à large bande est essentiel, au XXI<sup>e</sup> siècle, sur les plans, notamment, de la santé, de l'éducation, de la sécurité publique, de la sauvegarde de la culture, de la durabilité et du développement économique;
  - la question n'est pas tant « câblé contre sans-fil », mais plutôt « câblé et sans-fil »;
  - les régions rurales traîneront toujours de l'arrière en ce qui a trait aux services à large bande, mais lorsque la marée monte, tous les bateaux suivent;
  - l'ARRA :
    - a créé de nouveaux programmes de prêts et subventions au département du Commerce et au département de l'Agriculture des É.-U., dans un effort pour déployer les services à large bande conformément à un ensemble clairement défini de fins réglementaires, ainsi que pour soutenir l'adoption et l'utilisation des services à large bande;
    - chargeait la Federal Communications Commission (FCC) de créer la première stratégie nationale des services à large bande aux États-Unis;
    - réservait des fonds à un programme de subventions à l'égard des efforts de collecte des données des États pour mettre en œuvre la loi sur l'amélioration des données sur le service à large bande (*Broadband Data Improvement Act of 2008*);
  - en ce qui a trait aux services à large bande, les pays qui ont progressé y sont parvenus au moyen d'une politique publique affirmée; selon l'un des points de vue exprimés, nous ne laissons pas aux « forces du marché » le choix de décider de construire ou non des routes, des égouts ou les nouveaux réseaux électriques intelligents; pourquoi, alors, le « marché » devrait-il prendre la décision concernant les services à large bande?
  - nombre de pays subventionnent l'infrastructure des services à large bande.

## **LE PROCHAIN CENT MILLIONS : LES ÉTATS-UNIS EN 2050**

**Joel Kotkin, auteur**

- l'Ouest américain est la quintessence de ce que sont les États-Unis; cela dit, le pays en est à un stade très névralgique de son histoire et, à certains égards, semble s'être égaré;
- l'Ouest américain gagnera encore en importance, car il possède en quantité ce dont le monde aura besoin, notamment énergie, aliments et minéraux du groupe des terres rares;
- les pays asiatiques assistent à la croissance d'une vaste classe moyenne et celle-ci désire nombre des choses qu'on trouve dans l'Ouest des É.-U.;
- l'Ouest des É.-U. connaît un déclin séculaire en tant que région politique; de plus, il semble avoir certaines difficultés à s'adapter aux changements mondiaux;
- une partie de l'Ouest des É.-U. cannibalise d'autres parties de la même région du pays;
- l'Ouest des É.-U. a perdu son audace et sa vigueur; en ce sens, il faut constater une certaine pauvreté au niveau de l'ambition;
- en ce qui a trait à l'avenir, il existe trois enjeux critiques :
  - repenser la façon dont l'Ouest des É.-U. gère l'environnement;
  - tenir compte des changements démographiques et des répercussions possibles des questions raciales sur les enjeux économiques;
  - réfléchir à la mobilité des classes et des revenus, notamment tenir compte des difficultés qu'éprouvent les gens de la classe moyenne et de la crise concernant les débouchés économiques;
- les États-Unis ont trois grands avantages et l'Ouest est particulièrement favorisé à cet égard :
  - démographie, car le vieillissement se produit relativement moins rapidement que chez les principaux concurrents;
  - ressources naturelles énormes;
  - culture extrêmement diversifiée;
- il était inévitable que la Chine et l'Inde récupèrent leur grandeur historique et deviennent des superpuissances; cela dit, cela ne signifie pas inévitablement que les États-Unis soient sur la pente descendante;
- la classe moyenne américaine est encore sous le « presse-citron », tendance qui a commencé dans les années 1970;
- il faut comprendre clairement les problèmes avant de pouvoir préparer et mettre en œuvre des solutions;
- les États-Unis ne sont aucunement une société homogène; les choses doivent donc se faire au niveau local;
- les États sont les laboratoires de la démocratie;

- les gouvernements doivent faire en sorte qu'il soit plus facile aux entreprises de croître et de recruter du personnel.

Respectueusement soumis,

L'hon. Janis G. Johnson, sénatrice  
coprésidente  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

Gord Brown, député  
coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

## **Annexe**

### **ÉTATS REPRÉSENTÉS AU SEIN DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS-WEST**

Alaska

Arizona

Californie

Colorado

Hawaii

Idaho

Montana

Nevada

Nouveau-Mexique

Oregon

Utah

Washington

Wyoming

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
<b>ACTIVITÉ</b>	64 <sup>e</sup> Assemblée annuelle du Council of State Governments-WEST
<b>DESTINATION</b>	Honolulu, Hawaii, États-Unis d'Amérique
<b>DATES</b>	Du 30 juillet au 2 août 2011
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	L'hon. Pierre de Bané, C.P., c.r., sénateur
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	L'hon. Judy Sgro, C.P., députée, vice- présidente M. James Rajotte, député vice- président M. Terrence Young, député
<b>PERSONNEL</b>	M <sup>me</sup> Angela Crandall, secrétaire exécutive M <sup>me</sup> June Dewetering, conseillère principale
<b>TRANSPORT</b>	<b>11 056,86 \$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>7 765,14 \$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>Ø \$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>1 227,46 \$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>Ø \$</b>
<b>DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>2 816,33 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22 865,79 \$</b>